



## BULLETIN D'INFORMATION

### DE L'UNION RÉGIONALE EST CGTR

Le 1<sup>er</sup> octobre 2013

#### **LE CTICS ÉPINGLÉ PAR L'INSPECTION DU TRAVAIL**

Le 24 juillet 2013 le Centre technique interprofessionnel de la Canne et du Sucre (CTICS) de Beaufonds a eu la visite de l'Inspection du travail qui a passé au crible l'hygiène et la sécurité sur le site, en particulier le laboratoire.

Son enquête a révélé le non respect par la direction du centre des règles d'hygiène et de sécurité, même celles les plus élémentaires : absence de moyens de protection sur des matériels tels que le broyeur (la manivelle tourne de manière autonome à hauteur de la tête des salariés !), la sonde, les flexibles hydrauliques, les presses ; aucune fiche de données de sécurité pour les produits chimiques qui sont utilisés ; absence d'étiquetage sur les contenants des produits dangereux ; masques de protection non conformes et en nombre insuffisants ; mauvais balisage de la zone du mouvement de la sonde qui est accessible aussi bien par les salariés que les planteurs, etc.

Depuis plusieurs années déjà le personnel appuyé par la CGTR tiraient la sonnette d'alarme sur les mauvaises conditions de travail non seulement sur le site de Beaufonds mais également sur les autres plateformes de l'île. Mais au lieu d'apporter de vraies solutions aux problèmes soulevés par les délégués, la direction du CTICS s'est contentée de faire du bricolage, continuant ainsi à exposer les employés à de réels dangers. Et qui plus est, devant les insistances des représentants du personnel celle-ci a répondu par des tentatives d'intimidation à leur encontre.

Les élus CGTR ont tenu tête et comptent bien vérifier que la direction applique à la lettre les recommandations de l'Inspection du Travail !

#### **BMW : LES SALARIÉS NE DOIVENT PAS PERDRE LEUR EMPLOI !**

Depuis la décision de BMW Munich (en Allemagne) de céder la concession de la marque jusque là détenue par HG Automobiles, une filiale du groupe Caillé, au groupe mauricien Leal, l'incertitude pèse sur la reprise de la totalité des ex-salariés de HG Automobiles par ce dernier.

À ce jour, 35 employés sur 95 ont été transférés à Leal. Vendredi dernier, devant le juge des référés du tribunal d'instance le Comité d'Entreprise de HG automobiles a dénoncé le non respect par Leal Réunion de la promesse d'embaucher tous les salariés de la marque et l'embauche de certains à des conditions moins bonnes. Le CE a proposé que la nouvelle entreprise reprenne 53 autres salariés.

Dans la guéguerre administrative et judiciaire que se livrent le groupe Caillé et le groupe mauricien pour la reprise de BMW, nul doute que l'un et l'autre s'en tirent à bon compte et préservent leurs intérêts respectifs. Il est donc inadmissible que les salariés qui ont contribué à faire la fortune de François Caillé et ceux qui feront celle des capitalistes de Leal payent les pots cassés en servant de variables d'ajustement.

Embauche de tous les salariés au minima dans les mêmes conditions !

#### **TRAVAIL DU DIMANCHE : LA GOURMANDISE DU PATRONAT NE CONNAÎT PAS DE REPOS !**

La presse locale et nationale ont largement fait écho de la décision de Castorama et Leroy-Merlin en France d'ouvrir leurs magasins de bricolage le dimanche.

Avec le témoignage de quelques salariés à la clé, plusieurs représentants patronaux ont défendu la soi-disant nécessité d'ouvrir les magasins le dimanche, non seulement ceux du bricolage mais d'autres commerces y compris de luxe. Tout le monde aurait à y gagner prétendent-ils. Les employés qui verraient leurs salaires augmentés de quelques dizaines d'euros, les clients et puis eux-mêmes qui en auraient bien besoin en tant que victimes de la crise. Interdire les magasins d'ouvrir le dimanche constituerait donc une triple peine rétorquent ces capitalistes. Rien que ça !

C'est un tissu de mensonge de la part du patronat qui vise à la généralisation du travail du dimanche dans les commerces.

Si des salariés de certains commerces acceptent aujourd'hui de travailler le dimanche, c'est que les salaires y sont souvent ridiculement bas, au smic ou proches du smic. Le travail du dimanche est censé se faire au volontariat mais bien souvent les patrons l'imposent aux salariés quand il n'est pas obligatoire car contenu dans le contrat de

**[La CGTR](#) Union Régionale Est 4 bis, rue Raymond Barre - 97470 Saint Benoît**

Tél. : 0262 50 14 49 - Fax : 0262 50 53 68

travail comme c'est le cas pour les étudiants qui sont embauchés uniquement pour le week-end.

Par ailleurs, plusieurs enquêtes ont démontré que l'ouverture dominicale ne favorise en rien la croissance.

Avec arrogance, les capitalistes du bricolage ont fait le coup de force bravant la loi et un jugement leur interdisant d'ouvrir leurs commerces. Dans la foulée, le gouvernement a diligemment une mission confiée à Jean-Paul Bailly, ex-PDG de la RATP et de la Poste qui ne passe pas pour être l'ami des travailleurs. Il ne serait pas étonnant que le gouvernement accouche, dans de brefs délais, d'une loi ou d'un décret pour satisfaire les volontés du patronat et pour dégrader un peu plus les conditions de travail des travailleurs.

## **LECLERC LEADER DU MARCHÉ, MAIS À QUEL PRIX ?**

Quatre ans après avoir implanté son enseigne à la Réunion Michel Edouard Leclerc patron des entreprises du même nom est revenu dans l'île faire la promotion de sa marque.

À l'entendre, il serait le bienfaiteur des consommateurs et des salariés de ses magasins, se vantant d'afficher les plus bas prix dans ses rayons et d'avoir créé des centaines d'emplois.



Bien entendu, ce qui anime le patron des Leclerc ce n'est pas la recherche de la bonne santé des portes monnaies des consommateurs ni le bonheur de ses salariés mais bien les profits qu'il réalise sur le dos des uns et des autres. Le réseau Leclerc qui pèse 43 milliards de chiffres d'affaires en Europe avec une croissance de 7,5% par an est au deuxième rang sur le marché de la grande distribution en France et à la troisième place à la Réunion.

Si Leclerc a pu se hisser à ce niveau c'est d'abord en exploitant un maximum les employés de ses magasins. Lui qui prétend écraser les prix écrase surtout ses travailleurs. Dans bien des magasins en France la CGT a dénoncé les pratiques de ce capitaliste : salaires de misère, licenciements abusifs, surveillance excessive, non respect du temps de pause, interdiction de boire de l'eau en caisse, chasse aux

syndicalistes, etc.

La devise de la famille Leclerc est « marche ou crève ». On comprend à qui elle s'adresse en premier lieu !

## **LES PRIX DU GAZ ET DES CARBURANTS AUGMENTENT, LES PROFITS AUSSI !**

Ce mardi le prix de la bouteille de gaz augmente de 53 centimes après avoir pris 5 centimes le mois dernier. La bonbonne coûte maintenant 21,56 euros. Pareillement, le sans plomb coûtera lui aussi plus cher, passant de 1,58 euros le litre à 1,60 euros.

C'est encore les sempiternelles hausses du cours du brut du pétrole et la dépréciation de l'euro qui ont servi de prétexte pour ces augmentations qui plombent un peu plus le pouvoir d'achat des travailleurs.

Si les travailleurs voient leurs revenus s'effondrer ce n'est pas le cas des compagnies pétrolières qui continuent à engranger d'énormes profits. En 2012, le groupe Total s'est taillé une bonne place parmi les entreprises du CAC 40 avec 10,7 milliards de bénéfices. Quant à ceux de la SRPP, ils s'élèveraient à 40 millions d'euros par an pour la Réunion et Mayotte.

Alors, non seulement il est inacceptable que les prix du gaz et des carburants augmentent mais on pourrait même les baisser en prenant sur les profits des capitalistes du pétrole.

Chaque mardi, de 18H00 à 19H30, l'Union Régionale Est CGTR organise dans son local une réunion d'information et de discussion sur les problèmes rencontrés par les travailleurs.

**[La CGTR](#) Union Régionale Est 4 bis, rue Raymond Barre - 97470 Saint Benoît**

Tél. : 0262 50 14 49 - Fax : 0262 50 53 68